



DÉLIBÉRATIONS

Le 30 janvier 2025 à 14h36 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Caroline DUTARTE, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Était représentés :

Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Geneviève LARMARAUD
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

Étaient excusés :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Hortense HECTOR, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 22 janvier 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/30012025/1
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250130-300120251-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/02/2025

Publication : 06/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



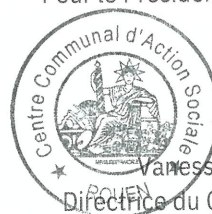
1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 DÉCEMBRE 2024

MESDAMES, MESSIEURS,

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 18 décembre 2024 est adopté à l'unanimité et joint en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Valessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.